

France-Paris: Evaluation consultancy services

OJ S 119/2021 22/06/2021

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ircantec

National registration number: 78430152500043

Postal address: 131-133 avenue de Choisy

Town: Paris

NUTS code: FR101 Paris

Postal code: 75013

Country: France

E-mail: youri.cignetti@caissedesdepots.fr**Internet address(es):**Main address: <https://www.ircantec.retraites.fr/>Address of the buyer profile: <https://caissedesdepots.marches-publics.info>**I.3. Communication**

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://caissedesdepots.marches-publics.info>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via:

<https://caissedesdepots.marches-publics.info>

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Caisse de retraite

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Évaluation ESG des investissements

Reference number: 20210037

II.1.2. Main CPV code

79419000 Evaluation consultancy services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

L'objet de cette consultation est la sélection d'une agence de notation extra-financière. La mission confiée à l'agence sélectionnée a pour objectif principal d'évaluer la cohérence des investissements avec la Charte ISR et la volonté du régime de contribuer par ses placements à une économie plus soutenable et responsable. Au-delà des missions de contrôle et de suivi des portefeuilles, ses prestations ont vocation à aider le service gestionnaire à accompagner ses sociétés de gestion détentrices de mandats vers les objectifs poursuivis par la démarche ISR de l'Ircantec. Une attitude proactive est attendue de la part du prestataire pour proposer des évolutions méthodologiques et engager des discussions avec les analystes du prestataire. Également, ces informations seront utilisées dans des communications externes de l'Ircantec à destination de ses parties prenantes.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79419000 Evaluation consultancy services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR France

II.2.4. Description of the procurement

L'objet de cette consultation est la sélection d'une agence de notation extra-financière. La mission confiée à l'agence sélectionnée a pour objectif principal d'évaluer la cohérence des investissements avec la Charte ISR et la volonté du régime de contribuer par ses placements à une économie plus soutenable et responsable. Au-delà des missions de contrôle et de suivi des portefeuilles, ses prestations ont vocation à aider le service gestionnaire à accompagner ses sociétés de gestion détentrices de mandats vers les objectifs poursuivis par la démarche ISR de l'Ircantec. Une attitude proactive est attendue de la part du prestataire pour proposer des évolutions méthodologiques et engager des discussions avec les analystes du prestataire. Également, ces informations seront utilisées dans des communications externes de l'Ircantec à destination de ses parties prenantes.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 36

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Le marché est conclu pour une durée initiale de trois (3) ans à compter de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement deux fois pour une nouvelle période d'un (1) an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder cinq (5) ans. Le titulaire ne peut pas s'opposer à ces reconductions.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique (cf. formulaire DC1 à renseigner ou DUME);
- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (Cf. formulaire DC2 à renseigner ou DUME).

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat;
- les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 07/09/2021 Local time: 11:30

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 7 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 14/09/2021 Local time: 11:30

Place:

Paris.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: yes

Estimated timing for further notices to be published:

Fin 2026.

VI.3. Additional information

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du service DUME. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://caissedesdepots.marches-publics.info> — La présente consultation est un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du code de la commande publique. La date prévisionnelle de notification du marché est fin décembre 2021. Il s'agit d'un marché d'une durée de trois ans. Il pourra être reconduit tacitement deux fois pour une nouvelle période d'un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder cinq ans. Le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé et disponible gratuitement et téléchargeable uniquement à l'adresse électronique suivante: <https://caissedesdepots.marches-publics.info> — Les candidats ont l'obligation de proposer dans leur offre la PSE suivante, décrite à l'article 3.1.1 du CCTP: — accès à une base de données ESG.

Les candidats la détaillent dans leur offre technique et la chiffrent dans l'annexe financière (DPGF). Cette consultation permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne DUME. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser soit les formulaires DC1 et DC2 disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, soit utiliser le Document unique de marché européen (DUME). Les documents à remettre au titre de l'offre sont listés à l'article 5 du règlement de la consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation. La signature électronique des pièces demandées au titre de la candidature et de l'offre n'est pas obligatoire au moment du dépôt du pli. En effet, en application des dispositions issues du Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au moment de l'attribution du marché. Pour rappel, la signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Contrairement à ce qui est indiqué dans la rubrique «Recours» du présent avis, l'instance

chargée des procédures de recours est Tribunal judiciaire de Paris, 29 à 45 avenue de la Porte de Clichy (75017 Paris).

1) Aux termes des dispositions des articles 2 et 3 de l'ordonnance n° 2009-515 et de l'article 1441-1 du code de procédure civile, un référé précontractuel est possible de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la conclusion du contrat. À la demande du requérant, le juge peut prendre les mesures provisoires tendant à ce qu'il soit ordonné à la personne morale responsable du manquement de se conformer à ses obligations et, le cas échéant, à ce que soit suspendue la procédure de passation du contrat ou l'exécution de toute décision qui s'y rapporte, sauf s'il estime, en considération de l'ensemble des intérêts en présence et notamment de l'intérêt public, que les conséquences négatives de ces mesures pourraient l'emporter sur leurs avantages. Le requérant peut également demander l'annulation des décisions qui se rapportent à la passation du contrat et la suppression des clauses ou prescriptions destinées à figurer dans le contrat et qui méconnaissent les obligations mentionnées à l'article 2 de l'ordonnance n° 2009-515 précitées. Le président de la juridiction compétente statue dans un délai de 20 jours.

2) Dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, en l'absence de publication d'avis dans les six mois à compte du lendemain du jour de la conclusion du contrat: référé contractuel contre le contrat (article 11 et s. de l'ordonnance n° 2009-515 et articles 1441-1 à 3 du code de procédure civile).

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75181

Country: France

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr

Telephone: +33 144594400

Fax: +33 144594646

Internet address: <https://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Les voies et délais de recours sont les suivants:

1) jusqu'à la signature du marché, le référé précontractuel contre la procédure d'attribution (article L. 551-1 du code de justice administrative);

2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, en l'absence de publication d'avis d'attribution, dans les six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat: référé contractuel contre le contrat (articles L. 551- 13 à L. 551-23 du code de justice administrative);

3) dans un délai de deux mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du marché: recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti.

Le cas échéant, d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat (sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative).

VI.5. Date of dispatch of this notice

18/06/2021